



Le 26 mai : tous en grève pour gagner sur les revendications !

Alors que le gouvernement ne cesse depuis des mois de communiquer pour rassurer les Français, les chiffres, eux, sont têtus : notre pays est bien entré dans une phase de récession (prévision de -3% pour 2009). Déjà, les victimes de la crise sont nombreuses : intérimaires ayant vu leurs contrats non renouvelés, chômage partiel qui se développe, licenciements massifs dans de nombreux secteurs... C'est au total près de 400 000 emplois qui seraient détruits au cours du premier semestre 2009... entraînant de nombreux salariés dans la précarité et aggravant la situation de ceux qui s'y trouvaient déjà...

Cette situation exceptionnelle est bien la conséquence des choix économiques faits dans le cadre du capitalisme que l'on annonçait triomphant mais, qui en réalité n'a abouti qu'à la précarisation des salariés, à l'aggravation des inégalités, à l'abandon des missions de service public par l'Etat.

Par leur mobilisation des 19 janvier, 29 mars et 1er mai, les salariés ont affirmé qu'ils refusaient de payer une crise qui n'était pas la leur. Le gouvernement a lui, refusé d'entamer toute négociation sur les revendications du monde du travail. Bien au contraire, il a choisi de continuer sa politique (bouclier fiscal, plan de relance de l'économie tourné uniquement vers les entreprises, travail le dimanche, etc.) loin des besoins et des préoccupations des salariés.

Ainsi à l'heure où les besoins sociaux augmentent, où le service public devrait servir d'appui pour tous, le gouvernement s'obstine à ne jurer que par la RGPP et à n'analyser les missions de service public qu'en terme de coût et de réductions de personnels. **Il a ainsi d'ores et déjà annoncé 34 000 suppressions d'emplois pour 2010 dans la fonction publique soit 4 000 de plus qu'en 2009 !**

De plus, dans le but de faciliter sa politique de casse du service public, il a choisi de remettre en cause les garanties des personnels en réaffirmant d'une part que le projet de loi dit « mobilité » serait adopté avant l'été 2009 et d'autre part que l'expérimentation de la Prime de Fonction et de Résultat était satisfaisante. Il réaffirme ainsi son objectif de généralisation de l'individualisation des rémunérations à l'ensemble des agents.

Cette politique d'affaiblissement du service public se retrouve au cœur même de la DGFIP. En premier lieu, par la politique de l'emploi qui y est menée... la DGFIP est à ce titre « exemplaire ». Plus d'un départ sur deux à la retraite n'est pas compensé ! Avec des conséquences simples : l'impossibilité de réaliser correctement toutes nos missions, un service rendu aux usagers de moindre qualité, des conditions de travail dégradées pour tous les agents...

Dès l'origine, la CGT ne partageait pas la vision du ministre quant à la réforme des administrations financières. L'ambition en matière de missions de service public est claire : faire plus qu'avant mais avec moins de moyens et sans tenir compte de la réalité des réseaux... Convocation des chefs de postes en pleine période des budgets, formation au guichet fiscal unique au moment même de la campagne de déclaration de revenus ne sont que de simples exemples de l'improvisation dans laquelle se met en place la DGFIP dans les territoires.

En contrepartie des efforts des agents le ministre avait annoncé un plan d'accompagnement social « ambitieux ». Le résultat : un examen de B en A d'à peine 200 postes pour plus de 7 000 inscrits, des soi-disant passerelles qui fragilisent les règles de gestion de chaque ancienne filière, une harmonisation indemnitaire qui laisse de nombreux agents sur le bas côté.

Depuis plusieurs mois, les agents se sont massivement inscrits dans les actions interprofessionnelles, et ont multiplié les initiatives sous toutes les formes au sein même de la DGFIP pour marquer leur désaccord avec la politique menée.

Pour la CGT, les revendications des confédérations syndicales s'avèrent en phase avec les aspirations des salariés quand elles se fixent comme finalité de :

- ▶ défendre l'emploi privé et public,
- ▶ lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- ▶ exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- ▶ défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Dans le prolongement de ces revendications, et conformément aux attentes des agents, le SNT-CGT et le SNADGI-CGT exigent :

- l'arrêt de la politique de suppressions d'emplois,
- l'augmentation significative de la valeur du point d'indice et la réévaluation de la grille indiciaire,
- le retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires,
- la préservation et l'amélioration des garanties collectives,
- le retrait du projet de loi mobilité.

C'est pourquoi le SNT-CGT et le SNADGI-CGT appellent l'ensemble des agents de la DGFIP :

- ✓ **A se réunir dès à présent en assemblée générale pour débattre de la situation revendicative, poursuivre et amplifier l'action à la DGFIP.**
- ✓ **A s'inscrire massivement par la grève dans la journée d'action du 26 mai et à participer à toutes les initiatives interprofessionnelles locales.**
- ✓ **A participer dans l'unité la plus large aux manifestations interprofessionnelles du 13 juin.**

Montreuil, le 19 mai 2009